

*Sécheresse dans l'Ouest*

Un autre aspect intéressant de cette sécheresse qui a affligé récemment la région céréalière de la Saskatchewan et de l'Alberta, réside dans le fait qu'on verse maintenant ces montants directement aux agriculteurs. L'été dernier, l'argent destiné à des éleveurs a été envoyé au gouvernement de la Saskatchewan qui s'en est attribué tout le mérite. Cette fois-ci, je constate que le gouvernement fédéral est un peu plus malin. Il ne fait pas confiance à Grant Devine et il verse directement l'argent aux agriculteurs de la Saskatchewan.

En terminant, j'aurais une ou deux choses à ajouter. Demain, le *Leader Post* publiera l'article d'un journaliste du nom de John Miner.

**M. Della Noce:** Comment le savez-vous?

**M. Nystrom:** J'ai de très bonnes sources. John Miner, excellent journaliste du *Leader Post* de Regina, est affecté à l'agriculture. Il a invoqué les lois d'accès à l'information afin d'obtenir un exemplaire du rapport du député d'Assiniboia. Il a aussi tenté d'obtenir divers documents relatifs à l'aide en cas de sécheresse en Saskatchewan et en Alberta. Il a été incapable de mettre la main sur ce rapport. En régime conservateur, monsieur le Président, on vit sous la loi du secret.

Les temps sont durs, sous les conservateurs. On refuse au chroniqueur agricole du *Leader Post* de Regina, quotidien le plus important du milieu rural au Canada, l'accès à un rapport qui concerne le mode de vie de toutes sortes de gens.

Quelque 12,000 agriculteurs crient à l'injustice à propos de l'aide en cas de sécheresse. Ils protestent parce que le gouvernement les a exclus de la zone de sécheresse, alors que leurs recettes n'ont pas compensé les pertes subies à cause de la sécheresse. Le fait que 12,000 agriculteurs fassent des revendications est tout à fait inhabituel. Pourtant, le gouvernement d'en face continue à cacher aux agriculteurs canadiens l'information contenue dans le rapport du député d'Assiniboia. Il leur refuse l'exercice d'un droit essentiel en démocratie, la liberté d'accès à l'information. Or, ils l'ont payé, ce rapport. Ils ont versé au gouvernement des impôts sur un revenu qu'ils ont durement acquis, et le gouvernement refuse de leur en remettre ne serait-ce qu'un exemplaire.

Comble de l'arrogance, aucun député conservateur n'a encore pris la parole cet après-midi pour expliquer aux agriculteurs de l'ouest du Canada pourquoi le gouvernement les prive de leurs droits. Pourquoi ne veut-il pas entendre les agriculteurs? Pourquoi ne leur donne-t-il pas accès à un rapport qui les concerne de près? Pourquoi, maintenant qu'ils sont au pouvoir, n'ont-ils plus les mêmes vues que lorsqu'ils formaient l'opposition? La liberté d'information doit être la règle à la Chambre. Le public a aussi le droit de savoir. Comme c'est lui qui paie la facture, il a droit à un exemplaire de ce rapport. Cela me paraît vraiment très étrange. Peut-être le document contient-il des recommandations que le premier ministre a rejetées et cette publication pourrait bien embarrasser le gouvernement.

On pourrait aborder toutes sortes de questions, monsieur le Président, mais l'objet premier du débat d'aujourd'hui est la liberté d'information et l'accès à l'information. Le parti conservateur l'avait promis. Walter Baker, Ged Baldwin et le député qui est aujourd'hui secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) ont fait campagne là-dessus, mais ceux qui sont maintenant au pouvoir ont repris à leur compte la vieille

tradition libérale du secret. Tout est jalousement gardé au cabinet du premier ministre et personne autre que les initiés n'a le droit de savoir. C'est inacceptable. Il faut que les simples députés conservateurs se rebellent, soient fidèles à leurs convictions et réclament la publication du rapport.

**M. John Gormley (The Battlefords—Meadow Lake):** Monsieur le Président, je suis heureux d'intervenir dans le débat sur la motion du député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria). Le député a tenu des propos fort intéressants. Les propos du vétéran de Yorkton—Melville (M. Nystrom) auront montré sous un jour particulier l'idée que les citoyens de la Saskatchewan se font de leur gouvernement et de l'attitude de ce dernier à l'égard de ces citoyens.

Je voudrais d'abord parler de l'objet de la motion. De toute évidence, elle obéit aux motifs les plus basement politiques.

**M. Boudria:** La politique n'a pas sa place au Parlement du Canada.

**M. Gormley:** J'ai parlé de motifs politiques, car elle vise un double objectif. En premier lieu, elle a été inspirée par la malice. Si le député estime vraiment que le gouvernement n'a pas fait assez pour la Saskatchewan et pour tout l'ouest du Canada, il devrait avoir le courage d'abord de le dire, ensuite de s'expliquer clairement. Mais il cherche plutôt à obtenir le dépôt de certains documents à partir d'une motion sur une question de forme. On voit que c'est de la pure méchanceté politique de sa part.

● (1730)

Le député nous fait une rétrospective de la politique provinciale. Il fait partie du groupe de députés qu'on a appelés la revanche de Dave Peterson. Il a troqué la scène politique provinciale pour la scène fédérale juste à temps. Quoi qu'il en soit, il siège depuis assez longtemps pour savoir qu'un premier ministre et un cabinet, qui se donnent la peine de confier à un haut fonctionnaire la mission d'obtenir ce genre de renseignements, veulent évidemment pouvoir s'en servir pour la cause des agriculteurs de la Saskatchewan, voire de tous les agriculteurs du Canada. Or quand le député de Glengarry—Prescott—Russell demande: «Le premier ministre a-t-il respecté les conclusions du rapport de son groupe d'étude?», je réponds que oui, évidemment. Le député passe outre au processus politique en prétendant que ces conclusions seraient un secret bien gardé, en quelque sorte.

Je viens de la Saskatchewan tout comme le député de Yorkton—Melville. Mais le porte-parole libéral dans le domaine agricole est originaire des alentours d'Ottawa. Il représente ce même parti qui a tant fait de promesses sur ce chapitre au cours de la dernière campagne électorale. Le très hon. chef de l'opposition (M. Turner) et d'autres députés sont allés visiter les régions inondées de la Saskatchewan qui sont à proximité de ma maison et ils ont fait toutes sortes de promesses qui mettent leur crédibilité à rude épreuve. Quand on voit le nombre de voix remportées par le candidat libéral dans cette région, on constate en quelle haute estime les habitants de la Saskatchewan tiennent le parti libéral et le peu de cas qu'ils font de ses déclarations dans le domaine agricole.